LOIRE ROUTES 27/09/2017

A45 : un projet mal engagé ?

■ Le président de Saint-Étienne Métropole regrette que l'avenir du dossier ne dépende que de raisons « strictement budgétaires ». Photo Jérôme ABOU

Alors que le maire de Saint-Étienne était reçu à Matignon, mardi, pour défendre le projet, certains habitants doutent de sa réalisation.

Voilà qui ne va pas faire plaisir à Gaël Perdriau, le maire de Saint-Etienne Métropole, lui qui est actuellement en première ligne pour se battre en faveur de l'A45. Alors qu'il plaidait la cause chez le Premier ministre, mardi, un sondage sur le site internet de *La Tribune-Le Progrès* montrait, dans le même temps, qu'une majorité de Ligériens n'y croient plus (ce qui ne veut pas dire qu'ils sont forcément contre).

Le 11 octobre chez la ministre des Transports

Plus de 1 600 personnes ont répondu et, grosso modo, deux tiers estiment qu'après les déclarations du gouvernement la semaine dernière, le projet est mal engagé. Ce que ne nie pas Gaël Perdriau lui-même : dans un communiqué publié mardi soir, il indique qu'Édouard Philippe a annoncé « un nouveau report de la décision finale ».

Attitude guère surprenante puisque, au premier jour des Assises de la mobilité, la ministre des Transports avait annoncé la suspension de grands projets routiers ou ferroviaires (sans jamais citer, toutefois, l'A45). Mais le président de Saint-Étienne Métropole regrette que l'avenir du dossier ne dépende que des raisons « strictement budgétaires » du gouvernement.

Seule note d'espoir de l'entrevue d'hier : le Premier ministre aurait reconnu que l'A45 serait « utile pour le développement du bassin économique stéphanois, et donc pour l'emploi local ». Bon, de là à dire qu'il va peser de tout son poids pour que sa ministre des Transports signe rapidement le contrat qui lance le chantier…

Le maire de Saint-Etienne a bien compris qu'il devrait aussi faire pression sur cette ministre pour espérer voir, un jour, l'A45.

Il annonce ainsi qu'il ira la voir le 11 octobre, accompagné du président de la Région, Laurent Wauquiez, et du président du Département, Bernard Bonne.

Jean-Hugues Allard

RÉGION

La fréquentation de Rhônexpress en hausse de 7,3 %

Depuis le 1er janvier jusqu'au

RHÔNE SANTÉ

« Pas de gestion com pour la psychiatrie »

■ Après avoir distribué des tracts, environ 150 manifesté hier entre la Part-Dieu et l'Agence r
Photo Maxime JEGAT

« Comme pour la loi Travail, nous sommes partis pour une longue bataille », a estimé hier mardi Marc Auray, délégué CGT à l'hôpital du Vinatier à l'occasion d'une Journée nationale d'action pour la défense de la psychiatrie qui a rassemblé environ 150 personnels des hôpitaux du Vinatier, de Saint-Jean-de-Dieu, de Vienne et de Saint-Égrève, à l'appel de la CGT, FO et la CFDT. Partis devant la gare de la Part-Dieu, les manifestants ont pris la direction de l'Agence régionale de santé où une délégation a été reçue. « L'objectif est de faire que le gouvernement abandonne la pure gestion comptable qui s'oppose de fait à une vraie ré-

ponse au
personne
temps po
projets. [
considéra
occultent
demande
que nous
te Marc A
répercuss
tionneme
les Ehpa
d'héberge
sonnes à
La CGT
création d
blic de sa
qui intégr
une loi d
psychiatr
ment spé

MÉTROPOLE

Les nuits de fermeture du Périph